

Recherches sociographiques



Deux siècles de croissance agricole au Québec, 1760-1985

Jean-Pierre Wampach

Volume 29, numéro 2-3, 1988

Le monde rural

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056366ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056366ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Wampach, J.-P. (1988). Deux siècles de croissance agricole au Québec, 1760-1985. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 181-199.
<https://doi.org/10.7202/056366ar>

Résumé de l'article

On identifie et caractérise, du point de vue de l'économie du développement agricole, les grandes phases de la croissance agricole au Québec, de 1760 à 1985. Une première phase de *croissance extensive ouverte* se déroule de 1760 à 1890. De 1890 à 1940, on observe une phase de *croissance mixte ouverte* et de 1940 à nos jours, une phase de *croissance intensive ouverte*. Dans l'augmentation séculaire de la productivité du travail, on ne remarque qu'une seule rupture, vers 1890. L'hypothèse d'une phase prémalthusienne par laquelle serait passée l'agriculture au cours du 19^e siècle n'est que partiellement soutenue par les faits. Les facteurs de l'environnement économique, social, politique et culturel ayant joué un rôle dans le développement de l'agriculture au 19^e siècle sont brièvement analysés.

DEUX SIÈCLES DE CROISSANCE AGRICOLE AU QUÉBEC, 1760–1985 *

On identifie et caractérise, du point de vue de l'économie du développement agricole, les grandes phases de la croissance agricole au Québec, de 1760 à 1985. Une première phase de *croissance extensive ouverte* se déroule de 1760 à 1890. De 1890 à 1940, on observe une phase de *croissance mixte ouverte* et de 1940 à nos jours, une phase de *croissance intensive ouverte*. Dans l'augmentation séculaire de la productivité du travail, on ne remarque qu'une seule rupture, vers 1890. L'hypothèse d'une phase prémalthusienne par laquelle serait passée l'agriculture au cours du 19^e siècle n'est que partiellement soutenue par les faits. Les facteurs de l'environnement économique, social, politique et culturel ayant joué un rôle dans le développement de l'agriculture au 19^e siècle sont brièvement analysés.

Nous tenterons ici d'identifier et de caractériser, du point de vue économique,¹ les grandes phases de la croissance de l'agriculture québécoise, de la fin du 18^e siècle (1760) jusqu'en 1980. Une interprétation en deux temps sera ensuite proposée. En premier lieu, l'évolution du rapport entre la production agricole, la population active et les ressources foncières est étudiée pour l'ensemble des phases de croissance, à la lumière du modèle classique et du concept de fonction agrégée de production. L'application du modèle classique au développement

* L'auteur a bénéficié des critiques, commentaires et suggestions de ses collègues Peter Calkins (économie rurale), Serge Courville (géographie), Jean Hamelin (histoire), André Lux (sociologie) et Michel Morisset (économie rurale).

1. La préoccupation principale de l'économie du développement est la manière dont l'économie évolue et augmente sa productivité. Cf. Hollins B. CHENERY, « The Economics of Development », dans: Nancy D. RUGGLES (éd.), *Economics*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1970, p. 152. Ajoutons que l'augmentation de la productivité qui ne conduit pas à une amélioration du niveau de vie des populations rurales et de la population en général n'est que simple croissance et non véritable développement. Cf. George I. BECKFORD, « Induced innovation model of agricultural development: Comment », dans: Carl K. EICHER et John M. STAATZ, (éds.), *Agricultural Development in the Third World*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1984, p. 76.

québécois intègre dans un ensemble cohérent plusieurs facteurs invoqués pour expliquer la crise qui a frappé son agriculture au 19^e siècle. Ainsi, le facteur démographique s'allie à l'hypothèse que l'agriculture a traversé une phase prémalthusienne de développement. Ensuite, nous reviendrons sur la période 1760-1890 afin d'examiner plusieurs questions soulevées par l'hypothèse prémalthusienne. Pourquoi le déséquilibre population-ressources, si déséquilibre il y eut, n'a-t-il pas été combattu par l'extensification, l'intensification ou la diversification des activités agricoles plutôt que d'être résolu par l'émigration massive des habitants de la province? Ce déséquilibre était-il déterminant, en dernier ressort, ou n'était-il pas lui-même conditionné par d'autres facteurs? En replaçant l'agriculture dans son environnement économique continental et international, nous essaierons d'éclairer les choix auxquels ont dû faire face les agriculteurs, tout en examinant le contexte social, culturel et politique de l'époque. Au total, nous ne cherchons pas à donner de réponses définitives aux questions soulevées; le nombre et la qualité des observations sur lesquelles nous nous appuyons nous limitent à poser des hypothèses. Nous voulons plutôt synthétiser, approfondir ou questionner les analyses existantes; nous visons également à dégager certaines constantes de la problématique du développement agricole québécois.

A) *Les grandes phases de la croissance séculaire*

1. *1760-1890 : croissance extensive ouverte*

L'agriculture a pour fonction première l'alimentation de la population. Si l'activité agricole parvient à dégager un surplus (un excédent par rapport aux besoins alimentaires de la population vivant dans les fermes), celui-ci permettra de nourrir d'autres personnes que les agriculteurs, au pays et à l'extérieur. Sans ce surplus, les activités commerciales, industrielles, artistiques, scientifiques ne pourront se développer. Dans une économie fermée, c'est-à-dire sans échanges avec l'extérieur, il est une condition nécessaire du développement général de l'économie. Dans une économie ouverte, les échanges servent à combler les besoins alimentaires non satisfaits par la production intérieure et l'insuffisance du surplus agricole peut ainsi être contournée, comme ce fut le cas pour le Québec, au 19^e et au 20^e siècle.

À la fin du 18^e siècle, l'agriculture québécoise² exportait du blé, surtout vers l'Angleterre, ainsi que des chevaux (vers les États-Unis) et de petites quantités de

2. Il faudrait dire, comme le remarque HAMELIN et ROBY (*Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 3), « du Bas-Canada » (1791-1841), ensuite « du Canada-Est » (1841-1867), puis « de la province de Québec » (1867-), mais nous parlerons, tout au long de cet article, du « Québec », pour plus de commodité.

pois. Elle subvenait, en partie, aux besoins alimentaires de la faible population urbaine de la province et approvisionnait en orge les brasseries de Montréal et de Québec.³

Le rôle de l'agriculture québécoise était donc double : assurer la fonction alimentation et contribuer à l'économie par ses exportations. Malheureusement, la base de cette double contribution — la production de blé — s'effrita graduellement au point que la province, vers 1830, ne se retrouva qu'importateur de blé.⁴

Nous sommes ici en présence d'une première phase de la croissance séculaire de l'agriculture québécoise, caractérisée d'abord par une expansion reposant sur l'élargissement des surfaces cultivées et l'exportation, suivie par un déclin de la production et des exportations, alors que la population continue d'augmenter. La croissance ne s'accompagne d'aucune transformation technologique ni des relations de propriété ; il s'agit, dirons-nous, d'une phase de *croissance extensive ouverte*, car cette agriculture est exportatrice.

De 1850 à 1890,⁵ la production agricole augmente moins vite que le nombre de fermes, et à peine autant que la consommation de subsistance dans les fermes, de sorte que l'agriculture ne parvient à dégager ni un surplus agricole ni, a fortiori, un surplus provincial : le degré d'autosuffisance calorique stagne autour de 70%.⁶ De plus, les superficies augmentent plus vite que la production et les rendements à l'hectare diminuent (Tableau 1).⁷

La colonisation (mise en valeur des terres) et l'expansion de la production continuent. La croissance reste, jusqu'à la fin du 19^e siècle, extensive et ouverte, malgré une forte tendance au repli autarcique, conséquemment à la crise des années vingt.⁸ Il n'y a guère d'augmentation de la productivité,⁹ du travail ou du sol. Malgré un important changement institutionnel (le régime seigneurial a

3. John McCallum, *Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, pp. 25-26. L'auteur signale que, jusqu'en 1774, les exportations de blé atteignaient un niveau presque aussi élevé que celui de la production durant les meilleures années du régime français.

4. *Ibid.*, p. 28. Serge Courville pense que le blé n'a pas eu l'importance qu'on lui accorde comme denrée principale de production au début du 19^e siècle. (Serge COURVILLE, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (première partie) », *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 62, septembre 1980 : 193-224. Voir aussi note 18, *infra*).

5. Pour les estimations de la production agricole, de la consommation alimentaire, du surplus agricole et du surplus provincial, voir : John ISBISTER, « Agriculture balanced growth, and social change in Central Canada since 1850 : An interpretation », *Economic Development and Cultural Change*, XXIV, 4, juillet 1977 : 673-697. On trouvera dans cet article une discussion de la valeur des données utilisées.

6. J. ISBISTER, *op. cit.*, tableau 3, p. 679.

7. Pour calculer, à partir des données du tableau 1, la productivité du travail ou les rendements à l'hectare (productivité du sol), on divise le chiffre de la production par le nombre de fermes ou par la superficie.

été aboli en 1854), l'agriculture n'a pas fondamentalement évolué et elle parvient tout juste à assurer aux populations rurales un équilibre nutritionnel que l'on jugerait de piètre qualité aujourd'hui.

2. 1890-1940 : croissance mixte ouverte

Le grand virage s'amorce entre 1891 et 1901. La production agricole fait un bond en avant, alors que la population agricole active diminue ; les superficies se contractent elles aussi (Tableau 1). Ces mouvements traduisent une meilleure performance de l'activité agricole : la productivité du travail et du sol augmente.

La période qui suit est caractérisée, jusqu'en 1940, par une expansion lente de la production, alors que le nombre de fermes fluctue : augmentation en 1911, diminution entre 1921 et 1931, nouvelle augmentation entre 1931 et 1941 ; la production a toutefois tendance à augmenter plus vite que le nombre d'exploitants, d'où une amélioration tendancielle de la productivité du travail agricole. Les superficies, après le recul de 1901, augmentent jusqu'en 1921, où elles plafonnent ensuite, jusqu'en 1941, à un niveau d'environ 3,6 millions d'hectares. Hormis un niveau record en 1921, les rendements à l'hectare ne manifestent aucune tendance à l'amélioration. L'agriculture provinciale parvient, durant cette période, à dégager un surplus agricole croissant, mais le taux de surplus provincial devient de plus en plus négatif, soulignant l'incapacité croissante de la province à assurer un équilibre nutritionnel à l'ensemble de ses habitants.¹⁰

Le tournant du siècle marque le début de la *croissance intensive* de l'agriculture québécoise. Le capital investi par travailleur et par hectare augmente. Les cultivateurs s'organisent autrement, changent de méthodes, modifient leurs équipements. De plus en plus destinée aux marchés commerciaux, l'agriculture se spécialise : le lait, par exemple, dont le volume par ferme double soudain entre 1880 et 1910, continue de croître régulièrement jusqu'en 1940. Les producteurs de viande et de volaille deviennent aussi plus efficaces. Par contre, la culture des céréales et des pommes de terre fluctue fortement et n'arrive pas à vraiment décoller ; celle des fruits et légumes stagne.¹¹ Mais les exportations demeurent

8. Selon Ferland Ouellet, l'agriculture québécoise a évolué vers l'autarcie dans les années 1820 (HAMELIN et ROBY, *op. cit.*, p. 192). Plus tard, le Traité de réciprocité avec les États-Unis ainsi que la Guerre de sécession ont permis à l'agriculture québécoise d'exporter des chevaux, de l'avoine, du foin et des pois (HAMELIN et ROBY, *op. cit.*, p. 37). L'existence de ces exportations impose de qualifier cette période de croissance extensive ouverte. Qu'il y ait eu crise agricole au début du 19^e siècle demeure l'objet de controverses (*supra*, note 5 et *infra*, note 18).

9. Il y a sans doute eu, au cours de cette phase, des progrès de la productivité du sol (entre 1851 et 1867, selon HAMELIN et ROBY, *op. cit.*, p. 201) et de la productivité du travail (on observe un début de mécanisation en 1865, HAMELIN et ROBY, *ibid.*) ; mais ces progrès au niveau micro-économique sont insuffisants pour apparaître au niveau macro-économique.

10. J. ISBISTER, *op. cit.*, tableau 3, p. 679.

11. *Ibid.*, tableau 4, p. 682.

TABLEAU I

*Évolution de la production agricole, du nombre de fermes
et de la superficie agricole, Québec, Ontario, 1850-1980.*

ANNÉE	PRODUCTION AGRICOLE (millions de calories par jour)		NOMBRE DE FERMES (unités)		SUPERFICIE AGRICOLE (milliers d'hectares)	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
1850-1890						
1851	1 311	3 511	95 693	100 268	1 459	1 499
1861	1 897	6 939	105 671	131 833	1 944	2 499
1871	2 133	5 623	118 086	172 258	2 308	3 575
1881	2 360	9 158	137 863	206 989	2 594	4 571
1891	2 410	8 859	174 996	216 195	3 509	5 730
1890-1940						
1901	3 237	11 621	140 110	204 054	3 011	5 369
1911	4 585	10 498	149 701	212 108	3 303	5 525
1921	5 874	9 601	137 619	198 053	3 669	5 329
1931	4 210	9 592	135 957	192 174	3 640	5 372
1941	4 656	12 113	154 669	178 204	3 668	5 408
1940-1980						
1951	5 080	11 757	134 336	149 920	3 573	5 137
1961	5 923	11 503	95 777	121 333	3 183	4 870
1971	7 116	13 427	61 257	94 722	2 610	4 397
1981	9 429	15 658	48 144	82 448	2 360	4 519

SOURCES :

Production agricole

1850-1970 : ISBISTER (1977), Tableau 3, p. 679. La production de 1980 a été estimée en extrapolant le chiffre de 1970 par l'indice de la production agricole (Statistique Canada, cat. 21-2) (moyenne quinquennale de l'indice, centrée sur 1980).

Nombre de fermes

1850-1940 : M.C. URQUHART et K.A.H. BUCKLEY (éds), *Historical Statistics of Canada*, (Toronto, MacMillan, 1965, séries L L 1-6, p.351). Pour 1890, Isbister a réduit de 30 000 fermes le chiffre du Québec pour qu'en soient exclues les fermes inférieures à un acre : semblable opération avait été faite dans le tableau pour l'Ontario, mais non pour le Québec.

1950-1980 : Recensements décennaux de l'agriculture (Statistique Canada).

Superficies agricoles

1850-1940 : URQUHART et BUCKLEY, *op. cit.*, séries L 7-14.

1950-1980 : Recensements décennaux de l'agriculture (Statistique Canada). Les chiffres font la somme des terres en culture, des pâturages et des jachères.

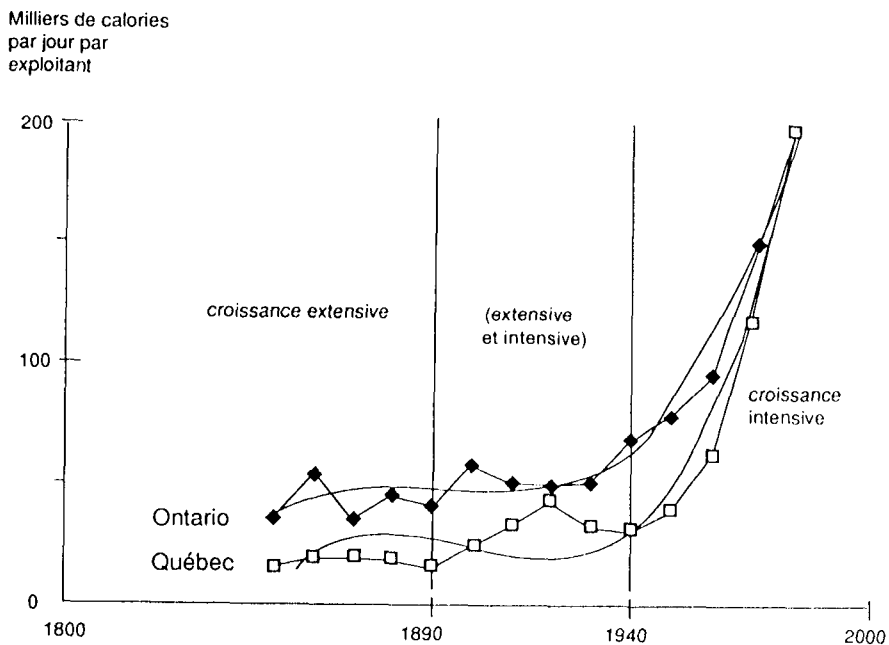
importantes au total, à cause surtout des produits laitiers. On pourrait donc qualifier cette phase (1890-1940) comme étant celle de la croissance *mixte* (extensive et intensive) *ouverte*.

3. 1940-1985 : croissance intensive ouverte

C'est à partir des années 40 et surtout après la Deuxième Guerre mondiale que l'on observe un changement de rythme dans l'évolution séculaire de l'agriculture québécoise (Graphique 1). Le changement touche alors toutes les dimensions que l'on attache aujourd'hui au concept de développement : augmentation de la productivité et du niveau de vie, augmentation de la dimension des fermes, implantation d'un système de recherche-formation-vulgarisation encadrant l'agriculture, changement d'attitude vis-à-vis de la profession d'agriculteur. Production et productivité entrent dans une phase d'accélération. La productivité du travail, surtout, s'améliore très rapidement. L'écart qui désavantageait en ce domaine l'agriculture québécoise par rapport à l'Ontario diminue sans cesse jusqu'en 1980. Depuis 1950, d'ailleurs, la productivité du travail agricole croît sensiblement au même rythme dans les deux provinces et les

GRAPHIQUE 1

*Évolution de la productivité du travail agricole,
Québec et Ontario, 1850-1980.*



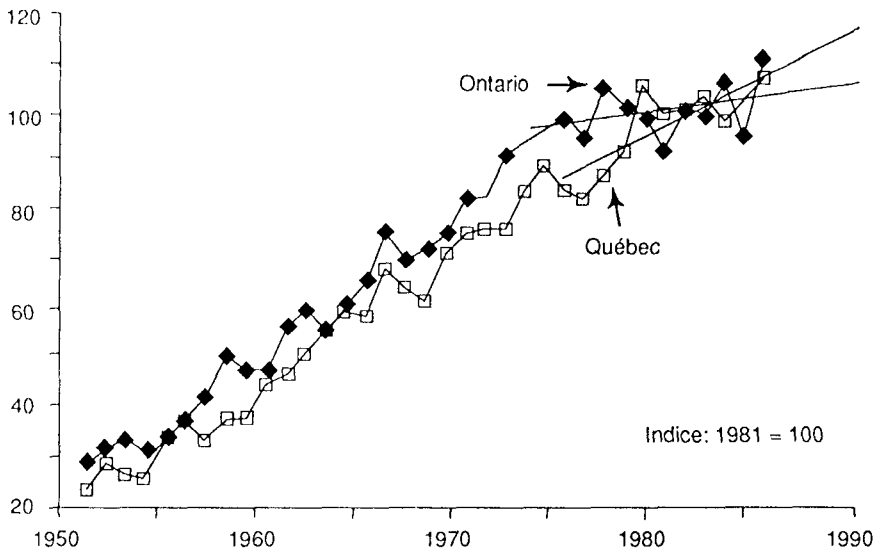
SOURCE : Données du tableau I (phases valables pour le Québec seulement).

courbes s'essouffent des deux côtés à partir de 1973 — encore que de façon plus accentuée en Ontario (Graphique 2).¹²

L'efficacité croissante est en partie redevable à des substitutions de facteurs : pour nourrir le bétail, les aliments importés de l'Ouest et des États-Unis remplacent la terre québécoise, et les machines prennent la relève de la main-d'œuvre. Ces innovations sont reliées à des prix relatifs incitant aux substitutions, et à des apports institutionnels sans précédent en matière de recherche, formation et information des agriculteurs. Les indices partiels deviennent insuffisants pour mesurer le changement et il faut tenir compte de la productivité globale ; celle-ci augmente rapidement de 1950 à 1960, plus lentement par la suite. Dans l'ensemble, les agriculteurs qui ont pu s'adapter et se spécialiser participent aux fruits de l'augmentation de la productivité et leur niveau de vie augmente. Mais les changements structurels, le dépérissement des régions éloignées et l'impact

GRAPHIQUE 2

*Évolution de la productivité du travail agricole,
Québec et Ontario, 1951-1985.*



SOURCE : Statistique Canada, cat. 21603F et 71-001.

12. Les indices de productivité sont les rapports entre l'indice de la population agricole et l'indice de la population active agricole. Les lignes de tendance sont des droites calculées sur les chiffres de la période 1974-1985.

de l'industrialisation de l'agriculture sur l'environnement comportent des coûts sociaux qui tempèrent pour certains et annulent pour d'autres les progrès techniques et économiques réalisés depuis la Deuxième Guerre mondiale.¹³

B) *Interprétation classique et néo-classique*

Les économistes classiques du début du 19^e siècle, préoccupés par les tendances à long terme de l'équilibre économique, se sont interrogés sur les rapports entre offre et demande de nourriture et en ont tiré des conclusions pessimistes. Malthus voyait poindre un impitoyable déséquilibre entre l'augmentation des bouches à nourrir et la capacité de production de l'agriculture. Ricardo, en dégagant les conséquences logiques de cette loi d'airain sur la mise en valeur des terres et la distribution de la rente foncière, annonçait une concentration de la richesse entre les mains des propriétaires fonciers. L'histoire a démenti leurs appréhensions, à la fois par l'évolution interne de l'agriculture et par l'ouverture de nouvelles frontières : en raison d'une exploitation plus intensive, la rareté de la terre diminua en Europe, et le trop-plein de population se déversa en Amérique du Nord.

Il demeure intéressant de confronter le modèle classique à l'évolution québécoise, pour deux raisons. La première est que ce modèle éclaire rétrospectivement la manière dont le Québec a résolu le problème du déséquilibre entre la population et les ressources ; certains pays continuent aujourd'hui à le résoudre de la même façon. La deuxième est que l'application du modèle à l'évolution québécoise nous fait prendre conscience des limites d'une explication purement agricole ou purement économique du développement agricole. Celui-ci ne devient intelligible qu'en replaçant l'agriculture et les agriculteurs dans le contexte économique, social, politique et culturel de leur époque.

Un modèle théorique bien connu explique le processus et les étapes du développement agricole à partir des notions de surplus agricole et de productivité du travail.¹⁴ La première phase est celle de l'occupation du territoire, du défrichement des terres et de l'installation des familles paysannes : l'heure de la colonisation. Au cours de ce mouvement, la population augmente et toutes les bonnes terres finissent par être occupées pour répondre à la demande de nourriture.

13. Jean-Pierre WAMPACH, « Productivité, efficacité économique et équité dans le secteur agricole québécois », *L'actualité économique*, 59, 4, décembre 1983 : 669-695. La brièveté de ce paragraphe ne doit pas tromper le lecteur ; c'est tout le problème de la signification du progrès technique qui est soulevé ici : la croissance de la productivité a été accompagnée d'une amélioration du niveau de vie, mais au prix de coûts sociaux dont on ne connaît ni l'ampleur ni la portée.

14. Subrata GHATAK et Ken INGERSANT, *Agriculture and Economic Development*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1984 : 253-256.

Si la population continue de croître, l'augmentation de la demande peut être satisfaite, soit par la mise en valeur de terres de qualité inférieure, soit par une exploitation plus intensive — l'application de doses additionnelles de travail et de capital — des terres déjà occupées. Dans le premier cas, on trouve la terre la moins productive à la « marge extensive » et la mise en valeur de terres de moins en moins fertiles a pour conséquence la diminution de la productivité marginale du travail. Dans le deuxième cas, elle a également — à la « marge intensive » — pour effet une diminution de la productivité marginale du travail en raison des rendements marginaux décroissants. Dans les deux cas, la population va tendre à augmenter plus vite que la production, précipitant l'économie dans une « phase prémalthusienne ». ¹⁵

Le déclin du rendement marginal continue jusqu'au point où la production du dernier actif entré en production ne suffit plus à couvrir ses propres besoins alimentaires ; l'économie entre alors dans une troisième phase, malthusienne, de surpopulation. Ensuite, la production agricole n'augmente plus, alors que la population poursuit sa croissance. La stagnation, quatrième phase, débouche sur une phase finale où le déséquilibre entre la production et les besoins alimentaires se résout de manière catastrophique, par le dépérissement et la mort.

La notion de rendements marginaux décroissants du travail agricole est antérieure à Malthus, mais c'est lui qui a fait la distinction entre la loi statique et la loi dynamique des rendements décroissants. ¹⁶ Ricardo pensait qu'il est logique que les meilleures terres soient d'abord mises en valeur. Cet ordre logique ne correspond pas nécessairement à l'ordre historique d'occupation ; mais dans le cas du Québec, il lui correspond effectivement. L'offre de nourriture est sous la contrainte d'une production agricole limitée par la quantité et la qualité des terres ; elle ne peut, selon Malthus, que progresser arithmétiquement d'une quantité égale à chaque génération (1,2,3,4,...). La demande, au contraire, progresse géométriquement (2,4,8,16,32,...) et est directement proportionnelle à la croissance démographique. Celle-ci est fondée sur la capacité reproductive de l'homme, supérieure à la possibilité physique d'accroître l'offre de denrées alimentaires. La régulation du processus peut se faire par réduction des naissances,

15. Mark BLAUG, *La pensée économique*, Paris, Économica, 1981 : 76-101. Nous distinguons une phase prémalthusienne de la phase malthusienne proprement dite parce que c'est la première que le Québec semble avoir connue.

16. Le modèle simplifié adopte la version mécaniste du principe de population ; Malthus en a exprimé une autre, psychosociologique, où la causalité, au lieu de courir des déterminismes biologiques vers la population et le niveau de vie, devient réciproque entre le comportement rationnel des hommes et leur capacité à définir un minimum vital en dessous duquel ils refusent de tomber. Voir : André LUX, « Le Malthus des *principes*, arbitre des deux Malthus de l'*essai* », dans : *Malthus hier et aujourd'hui*, Congrès international de démographie historique, Paris, C.N.R.S., 1984 : 63-74.

augmentation des décès ou les deux à la fois. La réduction des naissances peut découler de la « contrainte morale » ou du « vice » (facteurs préventifs), l'augmentation des décès, de la « misère » ou du « vice » (facteurs destructifs). Les facteurs préventifs et destructifs agissent toujours pour réduire la demande, mais la multiplication des bouches à nourrir butte finalement sur les limites de l'offre (production) d'aliments. Malthus et Ricardo, comme d'autres économistes de l'époque, ne pensaient pas que le progrès technologique puisse empêcher les rendements à l'hectare de diminuer. West a écrit :

« La nécessité d'avoir recours à des terres inférieures à celles déjà exploitées, ou de cultiver des terres plus intensivement, tend à rendre le travail dans l'agriculture moins productif au fur et à mesure du développement [ce qui] fait plus que contrebalancer les effets du machinisme et de la division du travail dans l'agriculture. »¹⁷

Que le Québec soit passé par une phase de colonisation va de soi ; mais a-t-il vraiment connu une phase prémalthusienne, proche de la surpopulation ? Que s'est-il passé vers 1890, lorsque le nombre de fermes a diminué en même temps que la production agricole augmentait ? Malthus pensait que la capacité biologique non freinée de l'homme à se reproduire amènerait un doublement de la population tous les vingt-cinq ans, ce qui impliquait un taux de croissance géométrique proche de 3% (plus précisément 2,8% : le doublement implique qu'une femme ait en moyenne quatre enfants, et que deux survivent). Or, c'est bien ce doublement tous les vingt-cinq ans que l'on observe dans le Bas-Canada de 1760 à 1875.¹⁸

La principale limite du modèle classique, en ce qui nous concerne, est son caractère clos. Dans un modèle fermé, l'évolution de la population est entièrement déterminée par les courbes des naissances et des décès. Or, dès le début de son développement, l'économie québécoise a été un sous-ensemble d'un système économique continental qui faisait lui-même partie d'une économie mondiale.¹⁹ De nombreux Canadiens français furent attirés aux États-Unis par des conditions de vie meilleures (ou chassés d'ici par un niveau de vie trop bas). Cette émigration réduisit la pression démographique et rend compte, avec les naissances,

17. Mark BLAUG, *op. cit.*, p. 89.

18. Paul-André LINTEAU, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain*, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 39. Si ce taux s'était maintenu de 1871, date du premier recensement tenu après la Confédération, jusqu'à nos jours, la population québécoise serait actuellement d'environ 29 millions d'habitants [(1 028)¹¹⁶ = 24 615 ; 24 615 × 1 191 516 (population en 1871) = 29 329 000]. Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE, « Histoire de l'industrialisation », dans : René DUROCHER et Paul-André LINTEAU, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Boréal Express, 1971 : 25-42.

19. M. MCCALLUM, *op. cit.*, p. 98 ; P.-A. LINTEAU, R. DUROCHER et J.-C. ROBERT, *op. cit.*, p. 41. A. FAUCHER et M. LAMONTAGNE, *op. cit.*, pp. 32-33, mentionnent qu'environ un demi-million d'émigrants québécois s'installèrent en Nouvelle-Angleterre dans la seconde moitié du 19^e siècle.

les décès et l'immigration, du cours réel de la population. L'évolution du nombre de bouches à nourrir a donc, au Québec, une explication à la fois démographique et économique.

Du côté de l'offre, les perspectives d'entrée dans une phase malthusienne se dessinent au début du 19^e siècle. En effet, dès 1820, « l'agriculture occupait les meilleures terres arables ; sauf dans les régions du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi, elle avait atteint son expansion maximum, surtout dans les basses terres du Saint-Laurent et dans les parcelles cultivables des vallées ». ²⁰ Les agriculteurs du temps pratiquaient une agriculture de type minier, conduisant à l'épuisement des sols et, conséquemment, à la baisse des rendements à l'hectare. ²¹ Comme la pression démographique est forte et qu'il y a des signes de diminution de la taille moyenne des fermes et d'accroissement du rapport des paysans sans terres aux paysans propriétaires, ²² il y a aussi diminution du rapport terre/homme et, donc, baisse de la productivité du travail agricole. ²³

Est-ce que cette phase prémalthusienne se poursuit durant la période suivante, de 1850 à 1890 (Graphique 3)? À première vue, oui. La production agricole a tendance à augmenter moins vite que la population active: la productivité marginale du travail fléchit de 58,7 mille calories/jour par ferme durant la décennie 1850-1860, à 19 mille (1860-1870), puis à 11,5 (1870-1880) et à 7 mille, enfin, entre 1880 et 1890. ²⁴ Comme la taille moyenne de la famille est de 7,1 à cette époque, ²⁵ on pourrait poser un diagnostic de surpopulation vers 1870, car la production additionnelle d'une ferme ne suffisait plus à couvrir les besoins en calories d'un exploitant supplémentaire (et sa famille). La population devait en avoir pris conscience depuis un certain temps puisque l'émigration fut particulièrement forte au cours de la décennie 1860-1870. ²⁶ Mais les rendements

20. A. FAUCHER et M. LAMONTAGNE, *op. cit.*, p. 32.

21. R.M. McInnis doute que les sols se soient épuisés, comme il doute de quatre autres facteurs invoqués pour expliquer la détérioration de la situation agricole dans la première moitié du 19^e siècle, à savoir : l'inefficacité du paysan québécois pour des raisons culturelles, le désavantage du Québec en matière de ressources foncières et de conditions climatiques, la pression démographique, et le manque de débouchés. R.M. MCINNIS, « A Reconsideration of the state of agriculture in Lower Canada in the first half of the nineteenth century », dans : H.D. AKENSON, *Canadian Papers in Rural History*, III, 1982 : 9-49. Voir aussi : Serge COURVILLE, « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX^e siècle : survie ou survivance? », *Recherches sociographiques*, XXVII, 2, 1986 : 177-193.

22. J. MCCALLUM, *op. cit.*, p. 31.

23. La productivité du travail agricole (Y/L) est par identité égale à la productivité du sol (Y/A) multipliée par le rapport terre/homme (A/L). Nous en déduisons qu'elle baisse parce que, selon McCallum, les rendements à l'hectare et le rapport terre/homme diminuent.

24. Calculs à partir des données du tableau 1. Pour l'année 1890, on a retenu comme nombre de fermes l'évaluation de J. Ibister, qui est de 30 000 inférieur au chiffre du tableau 1.

25. J. ISBISTER, *loc. cit.*, p. 681.

26. Voir note 16.

marginiaux décroissants ne peuvent être attribués à la détérioration du rapport terre/homme qui a plutôt tendance à augmenter ; ils proviennent de la diminution des rendements à l'hectare.²⁷ Ce serait en raison du déplacement de la marge extensive vers des terres de moins en moins fertiles, et non en raison d'un processus d'intensification à la marge intensive, que la productivité du sol et, en conséquence, la productivité du travail, diminuent.²⁸ Contrairement au diagnostic que l'on vient de poser, notre hypothèse tend à minimiser la pression démographique et met plutôt l'accent sur la quantité et la qualité des ressources foncières à la disposition de chaque exploitant comme élément déterminant de la productivité du travail.

Pendant la période 1850–1890, pour laquelle il existe des données chiffrées, les rendements marginaux du travail sont mis en évidence lorsqu'on relie les points du graphique 3 où la production est en ordonnée et le nombre de fermes (d'exploitants) en abscisse. La relation qui apparaît est celle que postulent les économistes classiques. Il est de l'essence du développement que la productivité marginale du travail augmente (que le niveau de la fonction de production se déplace vers le haut), et le phénomène commence à se manifester à partir de 1901. Entre 1901 et 1941, la stabilité de la fonction est détruite, elle change de niveau : la productivité marginale du travail a tendance à augmenter, quoique le nombre de fermes reste relativement stable. Au cours de la dernière phase, celle où la production augmente alors que le nombre de fermes diminue, non seulement le niveau de la fonction continue de monter, mais la diminution du nombre de fermes indique que le facteur travail joue un rôle de moins en moins grand.

Jusqu'à la toute fin du 19^e siècle, en somme, l'équilibre entre population et ressources se détériore progressivement, entraînant la province dans une phase prémalthusienne de développement jusqu'au seuil de la surpopulation. L'implication politique de la théorie classique est que le seul moyen d'augmenter le niveau de vie des populations est la réduction de la pression démographique ; les autorités de l'époque ne l'ont pas préconisé, étant donné leur philosophie sociale,²⁹ mais la population l'a spontanément découvert et appliqué. Selon l'hypothèse émise plus haut, le rôle de la pression démographique aurait

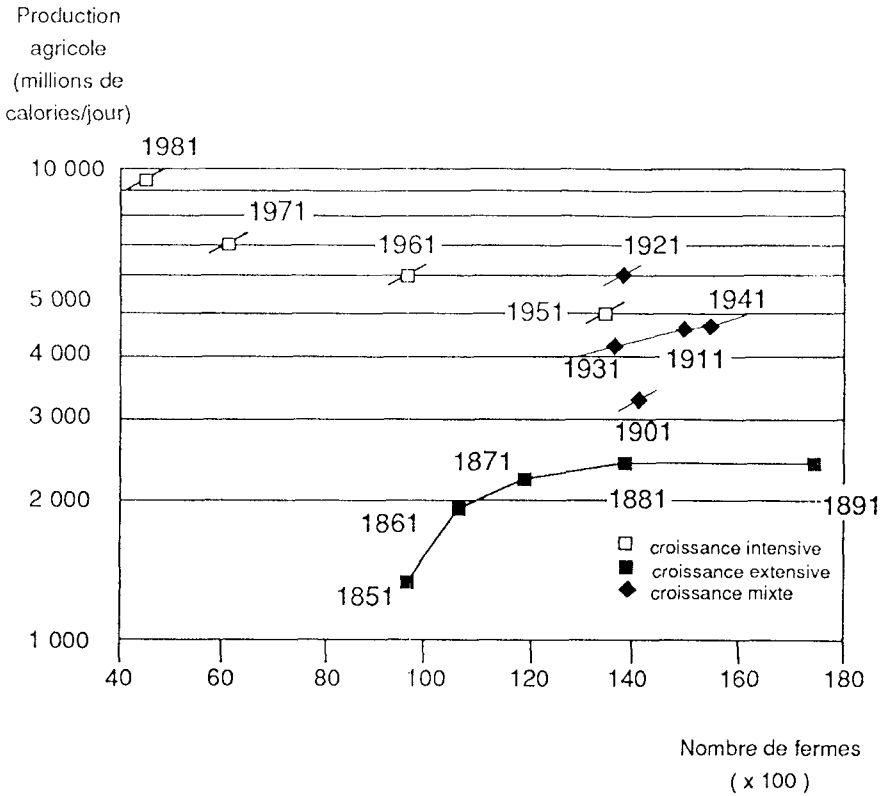
27. Voir tableau 1 ci-dessus.

28. Le phénomène des rendements décroissants ne disparaît pas, même si, en 1891, on supprime les 30 000 fermes de moins de un acre qui ont ensuite été éliminées des statistiques (voir sources du tableau 1). Michel Morisset pense que l'évolution des fermes de plus de 51 acres est plus représentative de l'évolution (*L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 21). Mais la considération de ce type de ferme, à l'exclusion des autres, élimine par définition le problème des fermes marginales et, donc, les rendements marginaux décroissants au niveau macro-économique.

29. Maurice TREMBLAY, « Orientations de la pensée sociale », dans : R. DUROCHER et P.-A. LINTÉAU, *op. cit.*, p. 80.

GRAPHIQUE 3

Relation entre la production agricole et le nombre de fermes, Québec, 1851-1981.



SOURCE: Données du tableau I.

toutefois été moins important que dans le modèle classique. De plus, le seul fait de l'émigration ne permet pas de trancher entre l'effet de répulsion dû aux rendements décroissants de l'agriculture québécoise et l'attraction exercée par le développement économique hors de la province.

L'émigration nous fait d'ailleurs sortir, intellectuellement et matériellement, du modèle fermé des économistes classiques. Pourquoi le déséquilibre n'a-t-il

pas été corrigé par la mise en valeur de nouvelles terres, l'intensification de la culture de celles déjà occupées, ou la diversification vers d'autres cultures ou l'élevage plutôt que par l'émigration? La réponse à ces questions nous oblige, non seulement à replacer l'agriculture dans son environnement économique continental et international, mais aussi à relier son évolution au contexte politique, social et culturel de l'époque.

C) Accès aux terres et facteurs politiques et sociaux

À prime abord, la Conquête eut un effet positif sur l'agriculture en lui ouvrant le marché anglais pendant une courte période.³⁰ Mais par la suite elle eut un effet néfaste en contraignant l'accès aux terres. Le déséquilibre entre population et ressources fut aggravé par l'attitude des autorités d'occupation qui refusèrent de créer de nouvelles seigneuries, encourageant ainsi la subdivision des lots à l'intérieur des seigneuries existantes.³¹ L'accès à la terre fut aussi limité par le découpage de *townships* dans des territoires qui auraient pu devenir disponibles pour les agriculteurs. Autrement dit, si les conditions politiques avaient été différentes, le modèle ricardo-malthusien ne fournirait peut-être pas une interprétation valable de l'évolution de l'agriculture québécoise au siècle dernier. Le déséquilibre population/ressources n'apparaît plus comme fatal, car il résulte en partie de conditions politiques qui ont freiné l'étalement extensif de l'agriculture québécoise.

À partir de 1848 commence un grand mouvement de colonisation, encadré juridiquement par l'État. L'action gouvernementale est cette fois positive, mais, notent Hamelin et Roby, elle vient presque toujours sanctionner un état de fait plutôt que de prendre l'initiative.³²

Le Québec aurait-il échappé aux conditions malthusiennes qui furent son lot au 19^e siècle si l'agriculture s'y était déployée sous un autre système de tenure que seigneuriale? Si les seigneurs avaient été préoccupés de développement agricole au lieu de s'attacher au commerce du bois et des fourrures, n'aurait-elle pas connu un autre sort? Nous ne pouvons répondre catégoriquement à ces questions. Comme l'a montré Fernand Ouellet,³³ l'avidité des seigneurs a ajouté une rareté artificielle à la rareté réelle des terres et de ce fait contribué à contrecarrer la croissance extensive. Mais la disparition du régime seigneurial (1854) ne semble pas avoir corrigé la situation.

30. Maurice SÉGUIN, « La Conquête et la vie économique des Canadiens », dans : R. DUROCHER et P.-A. LINTÉAU, *op. cit.*, p. 97.

31. Maurice SÉGUIN, *ibid.*, p. 99.

32. J. HAMELIN et Y. ROBY, *op. cit.*, pp. 172-180.

33. Fernand Ouellet, cité par MCCALLUM, *op. cit.*, pp. 32-33.

D) *Productivité agricole et culture*

L'influence de la culture est absente de l'interprétation présentée jusqu'ici. La question se pose lorsque l'on compare, par exemple, la productivité des fermes québécoises à celle de l'Ontario. On a vu auparavant que la productivité du travail agricole est restée séculairement inférieure à celle de l'Ontario, mais qu'un rattrapage s'est dessiné, surtout après la Deuxième Guerre mondiale.³⁴ Avant toute interprétation d'un écart de productivité, il faut s'assurer que cet écart existe. Or, Lewis et McInnis ont montré, sur la base de données du recensement de 1851, que les différences de productivité entre quatre-vingt-dix districts voisins, anglais et français, étaient faibles et probablement non significatives.³⁵ Pour ce qui reste, Isbister attribue l'écart entre les deux provinces à des facteurs culturels, alors que Kerr et Smith rétorquent que des facteurs naturels (base pédo-climatique moins propice à l'agriculture au Québec) suffisent à expliquer la différence.³⁶ L'influence des facteurs culturels est aussi contestée par McCallum qui relie la crise de l'agriculture québécoise au 19^e siècle à l'environnement économique défavorable et non aux caractéristiques personnelles des agriculteurs. Il remarque que les agriculteurs américains des états voisins du Bas-Canada ont également abandonné la culture du blé et n'ont pu diversifier leurs activités agricoles alors qu'ils bénéficiaient d'un débouché sur les marchés urbains de la côte est.³⁷

Le point qui reste à éclaircir, c'est l'existence à cette époque d'une conception « conservationniste » de l'agriculture qui avait permis une révolution agricole en Europe et qui aurait pu être appliquée au Québec, comme en fait foi un rapport du 1850.³⁸ Au cœur de ce modèle, il y a l'association culture/élevage, génératrice de hauts rendements à l'hectare par intensification de la culture ; or,

34. Voir tableau 1.

35. Frank LEWIS et Marvin MCINNIS, « The Efficiency of the french-canadian farmer in the nineteenth century », *The Journal of Economic History*, XL, 3, septembre 1980 : 497-514. Le concept de productivité utilisé par les auteurs est celui de productivité globale, une mesure de l'efficacité de l'ensemble des facteurs de production et pas du seul facteur travail. Dans leur étude, la productivité du travail est de 22% inférieure dans les districts français (Tableau 2, p. 510), un pourcentage de beaucoup inférieur à celui que l'on obtient à partir des données du tableau 1 ci-dessus, et qui est de 61% ($13,7/35,0 = 0,39$). Il reste donc un écart, mais beaucoup moindre.

36. J. ISBISTER, *op. cit.*, p. 682. D. KERR et W. J. SMITH, « Agriculture, balanced growth, and social change in central Canada since 1850 : Some comments toward a more complete explanation », *Economic Development and Cultural Change*, XXVIII, 3, avril 1980 : 615-622 ; J. ISBISTER, « Reply to Kerr and Smith », *ibid.* : 623-625. Les doutes exprimés par R.M. McInnis sur les facteurs explicatifs de la crise agricole au début du 19^e siècle pourraient tout autant s'appliquer à l'évolution de l'agriculture au cours de la deuxième moitié du même siècle (*supra*, note 21).

37. J. MCCALLUM, *op. cit.*, pp. 42-43.

38. J. HAMELIN et Y. ROBY, *op. cit.*, p. 185 ; P.-A. LINTEAU, R. DUROCHER et J.-C. ROBERT, *op. cit.*, p. 119.

l'élevage étant peu développé au Québec, *il fallait que l'agriculture se diversifie pour pouvoir s'intensifier*. La section suivante montrera pourquoi cette diversification ne fut pas possible avant la fin du siècle.

Hamelin et Roby montrent que la science agronomique a fait ses premiers pas au Québec précisément durant la deuxième moitié du 19^e siècle.³⁹ Mais avant de porter ses fruits, ces premiers investissements intellectuels attendraient des décennies et des conditions économiques plus favorables. Ce n'est qu'au 20^e siècle, en effet, que la science et ses applications prennent le pas sur les ressources naturelles dans le développement agricole. Les changements au Québec (ou les écarts de productivité entre le Québec et l'Ontario) s'expliqueront de plus en plus par la technologie et les facteurs économiques et institutionnels qui lui sont attachés, tandis que les éléments naturels perdent du poids.⁴⁰ Il n'en reste pas moins que le rôle respectif des facteurs naturels, culturels, économiques, sociaux et politiques dans l'évolution de l'agriculture au siècle dernier n'est pas pleinement élucidé.

E) *Intensification, diversification et environnement économique*

Trois éléments de l'environnement économique ont exercé une influence déterminante sur le développement séculaire de l'agriculture québécoise : la concurrence des agriculteurs de l'Ontario, de l'Ouest canadien et des États-Unis ; le développement économique du continent nord-américain ; les marchés extérieurs. C'est là qu'il faut chercher pourquoi les agriculteurs québécois n'ont pu ni intensifier la culture du blé ni s'orienter vers l'élevage, même s'ils avaient disposé de la technologie du modèle conservacionniste.

Si la voie de l'intensification s'avéra barrée, c'est en raison de sa non-rentabilité. Le blé des Plaines, même grevé d'un coût supplémentaire de transport, restait encore moins cher que celui du produit sur place, de manière intensive. Les agriculteurs auraient pu produire davantage d'avoine, d'orge, de seigle ou de pommes de terre, mais l'instabilité des prix, de la demande ou le caractère limité du marché condamnaient économiquement cette possibilité.⁴¹

Restait la diversification vers l'élevage qui, associée à la technologie du modèle conservacionniste (plantes fourragères, fumure), aurait constitué une

39. J. HAMELIN et Y. ROBY, *op. cit.*, pp. 186-192.

40. Charles LEMELIN, « Les répercussions sociales de l'industrialisation de l'agriculture », dans : Normand SÉGUIN, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980 : 53-63. Lemelin, constatant la faible productivité de l'agriculture québécoise, se demande s'il faut l'attribuer à des facteurs économiques ou culturels ; il ne tranche pas, mais fonde son explication sur les conditions de production et les marchés.

41. J. McCALLUM, *op. cit.*, p. 36.

orientation prometteuse, d'autant plus que la croissance démographique des villes de l'est des États-Unis élargissait les marchés pour ces produits. Mais il aurait fallu investir dans l'achat de meilleures races de bétail, dans la construction d'étables et l'achat d'aliments pour le bétail; et les agriculteurs, endettés et appauvris par des décennies de difficultés, ne disposaient pas du capital nécessaire.⁴²

Par ailleurs, l'Ontario n'aurait pu diversifier sa production vers l'élevage que parce que les agriculteurs avaient les capitaux nécessaires, conséquemment aux retombées économiques de la guerre en Europe et aux conditions favorables à cet investissement, à savoir : le développement urbain dans l'est du continent.⁴³ Il fallait aussi qu'il disposât du modèle technologique conservationniste, associant la culture à l'élevage de manière économiquement efficace. Ne pouvant prendre la voie intensive dans le domaine de la culture, le Québec se voyait privé, faute de moyens matériels et intellectuels, d'emprunter celle de la diversification par l'élevage.

Dans l'environnement de l'agriculture québécoise, le deuxième élément fondamental fut le développement économique continental. Ce qu'il apportait essentiellement aux agriculteurs québécois et à leurs familles, c'est un emploi et un revenu.⁴⁴ En dehors du Québec, l'abondance des ressources naturelles avait pour contrepartie la rareté des ressources humaines pour les exploiter. Le rapport ressources naturelles/population étant plus élevé aux États-Unis, les industriels devaient donc offrir aux immigrants et à la main-d'œuvre locale un salaire supérieur au revenu qu'aurait obtenu un agriculteur américain s'établissant sur des terres données gratuitement par le gouvernement de l'époque. Sans ce développement continental, la prédiction qu'on pouvait tirer du modèle ricardo-malthusien,⁴⁵ à savoir une baisse prolongée du niveau de vie de la population québécoise, se serait peut-être réalisée.

L'ouverture sur l'extérieur du système agricole québécois se précise : du côté de l'offre, nous trouvons la concurrence des producteurs ontariens et américains; du côté de la demande, les besoins de l'agriculture québécoise entrent en concurrence avec les besoins de main-d'œuvre pour l'expansion économique dans et en dehors de la province.

Le troisième élément à prendre en considération dans l'environnement est la demande émanant des marchés extérieurs au continent nord-américain. Les exportations de blé vers l'Angleterre, au 18^e et 19^e siècle, n'auront pas d'effet

42. J. McCallum, *id.*, p. 42.

43. *Id.*, pp. 52-53.

44. *Id.*, p. 145.

45. Plus précisément, de la version mécaniste de ce modèle, et non de la deuxième, psychosociologique, qui nous semble plus conforme à la réalité (note 16).

durable sur l'agriculture québécoise qui ne pourra profiter de sa position géographique favorable par rapport à ses concurrents de l'Ouest. Il faudra attendre la fin du 19^e siècle pour que la demande britannique de produits laitiers reiance notre agriculture, en stagnation depuis un demi-siècle. ⁴⁶

*
* *
*

L'objectif de cet article était double : appréhender quantitativement et qualitativement les grandes phases de la croissance de l'agriculture québécoise au cours des deux derniers siècles et en donner une interprétation synthétique en termes d'économie du développement. Du seul point de vue de la croissance agricole, trois périodes suffisent pour en caractériser l'évolution biséculaire : une période de croissance extensive de 1760 jusqu'en 1890, une période de croissance mixte — extensive et intensive — de 1890 à 1940, et une période de croissance intensive de 1940 à nos jours. À la lumière de l'unique critère de productivité du travail, on ne décèle qu'une seule rupture dans l'évolution séculaire : celle qui marque, aux alentours de 1900, la fin de la croissance purement extensive et le début de la croissance mixte.

L'hypothèse générale suivante résume et prolonge l'interprétation. Tant que la croissance *extensive* fut la seule possible, le niveau de vie des populations rurales est resté relativement bas et conditionné par la démographie, la quantité et la qualité des ressources foncières, ainsi que par les conditions sociales et politiques. Au tournant du siècle, l'ouverture créée par l'exportation de produits laitiers vers l'Angleterre et le développement économique du continent nord-américain inaugurent le démarrage de la croissance *intensive*, accompagnée d'une amélioration lente du niveau de vie. Il y aurait une relation entre croissance et développement, entre amélioration de la productivité du travail et niveau de vie des agriculteurs, ⁴⁷ à condition que l'augmentation de la productivité soit accompagnée d'une élévation parallèle du pouvoir d'achat des agriculteurs ; or, les avis sont fortement partagés à cet égard. ⁴⁸

46. J. HAMELIN et Y. ROBY, *op. cit.*, pp. 192-200.

47. Cette relation est au cœur des préoccupations de l'économie rurale (note 2).

48. Ludwig AUER, *Canadian Agricultural Productivity*, Ottawa, Economic Council of Canada, 1969, p. 2 ; Georges L. BECKFORD, *op. cit.* ; Jean FOURASTIE, *La productivité*, Paris, Presses Universitaires, (« Que sais-je », 7^e édition), 1968 : 34. Fourastié, qui parle pour l'économie en général, précise : « l'accroissement de productivité n'est pas à court terme une condition *suffisante* de la hausse du pouvoir d'achat, il en est cependant à long terme une condition *nécessaire* » ; Wyn OWEN, « The double developmental squeeze on agriculture », *American Economic Review*, 56, mars 1966 : 43-70.

Le rythme de croissance ne s'accélère pas avant les années 40, alors que le même couple « augmentation de la demande/diminution de la population active » produit ses effets, multipliés cette fois par les progrès techniques dans l'élevage et l'agriculture.⁴⁹

Même si l'on n'observe pas de rupture dans la croissance de la productivité du travail depuis la Deuxième Guerre mondiale, il faudra pourtant se demander si les facteurs de croissance de la productivité ne sont pas en train de s'épuiser.⁵⁰ Reste aussi à s'interroger sur les coûts sociaux, écologiques ou autres, de cette croissance, et sur ses effets réels sur le niveau de vie des agriculteurs et de la population en général.

S'il y a une relation entre l'amélioration de la productivité du travail agricole et le niveau de vie des exploitants, elle n'apparaît que dans la très longue durée, quand toutes les adaptations aux changements technologiques et à l'évolution économique générale sont achevées. Elle ne rejoint que le petit nombre d'agriculteurs qui ont été capables de s'adapter, avec l'aide, il est vrai importante, des États fédéral et provincial ; enfin, elle reste fragile et à la merci d'évolutions économiques défavorables.

Jean-Pierre WAMPACH

*Département d'économie rurale,
Université Laval.*

49. L'augmentation de la demande a cette fois une origine interne et l'élévation du niveau de vie général de la population la soutient davantage que l'augmentation de la population ; les marchés d'exportation (porcs) jouent un rôle non négligeable également.

50. Voir graphique 2.